



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 21 mars 2018

**Inédit : le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dissout autoritairement les conseils centraux de l'université Toulouse-II Jean-Jaurès.**

Si l'université était en grève depuis plusieurs mois, c'est parce que le président Daniel Lacroix n'avait pas suivi l'avis émis lors de la consultation qu'il avait organisée les 6 et 7 décembre 2017 à propos du projet d>IDEX-UT (UNITI 2018) qui prévoyait la fusion des universités Toulouse-II Jean-Jaurès, Toulouse-III Paul-Sabatier, de l'INSA et de l'INPT. Il s'était en effet prononcé pour ce projet lors du conseil d'administration du 12 décembre 2017 alors que la consultation l'avait rejeté à plus de 75 %. Cette trahison a délégitimé Daniel Lacroix mais en aucun cas les conseils centraux de l'université. La démission du président était demandée par l'ensemble des grévistes et des étudiants mobilisés depuis trois mois.

Il est à noter que le blocage, les assemblées générales et les mobilisations se déroulent sans violence ni détérioration et dans un climat de responsabilité de la part des personnels et des étudiants.

Prétextant « des perturbations graves et durables du fonctionnement pédagogique et administratif de l'établissement » dont le report du vote du budget, la ministre Frédérique Vidal a pris la décision de dissoudre le conseil académique et le conseil d'administration de l'université Toulouse-II Jean-Jaurès.

Cette décision inédite met en péril la campagne d'emplois et de promotions des personnels. Les nouvelles élections, qui devraient se tenir dans les trois mois, tomberaient en fin d'année universitaire, période durant laquelle les étudiants sont en stage ou en examens, les enseignants-chercheurs en congrès ou en mission, les personnels Biats absorbés par l'organisation de la rentrée, ce qui n'autorisera pas une participation susceptible de garantir l'expression démocratique attendue.

Cette décision autoritaire inquiète la communauté universitaire et au-delà. Elle intervient le lendemain de la publication de la décision du Secrétariat général pour l'investissement (SGPI) de ne pas accorder le label IDEX au projet UNITI 2018 et cela alors que l'université se prépare à une mobilisation d'ampleur pour la journée d'action nationale du 22 mars 2018. Est-ce une mesure de rétorsion ?